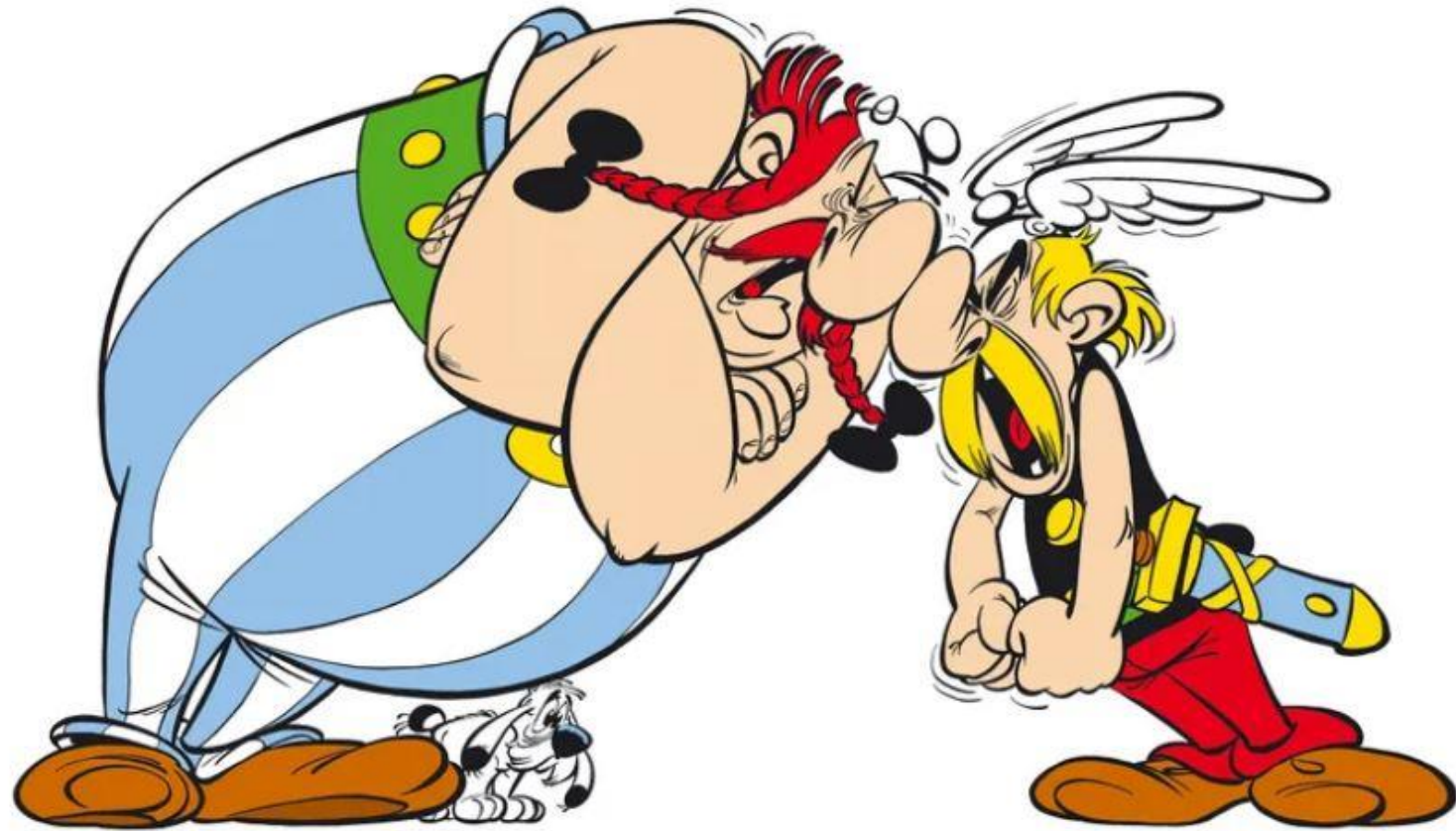
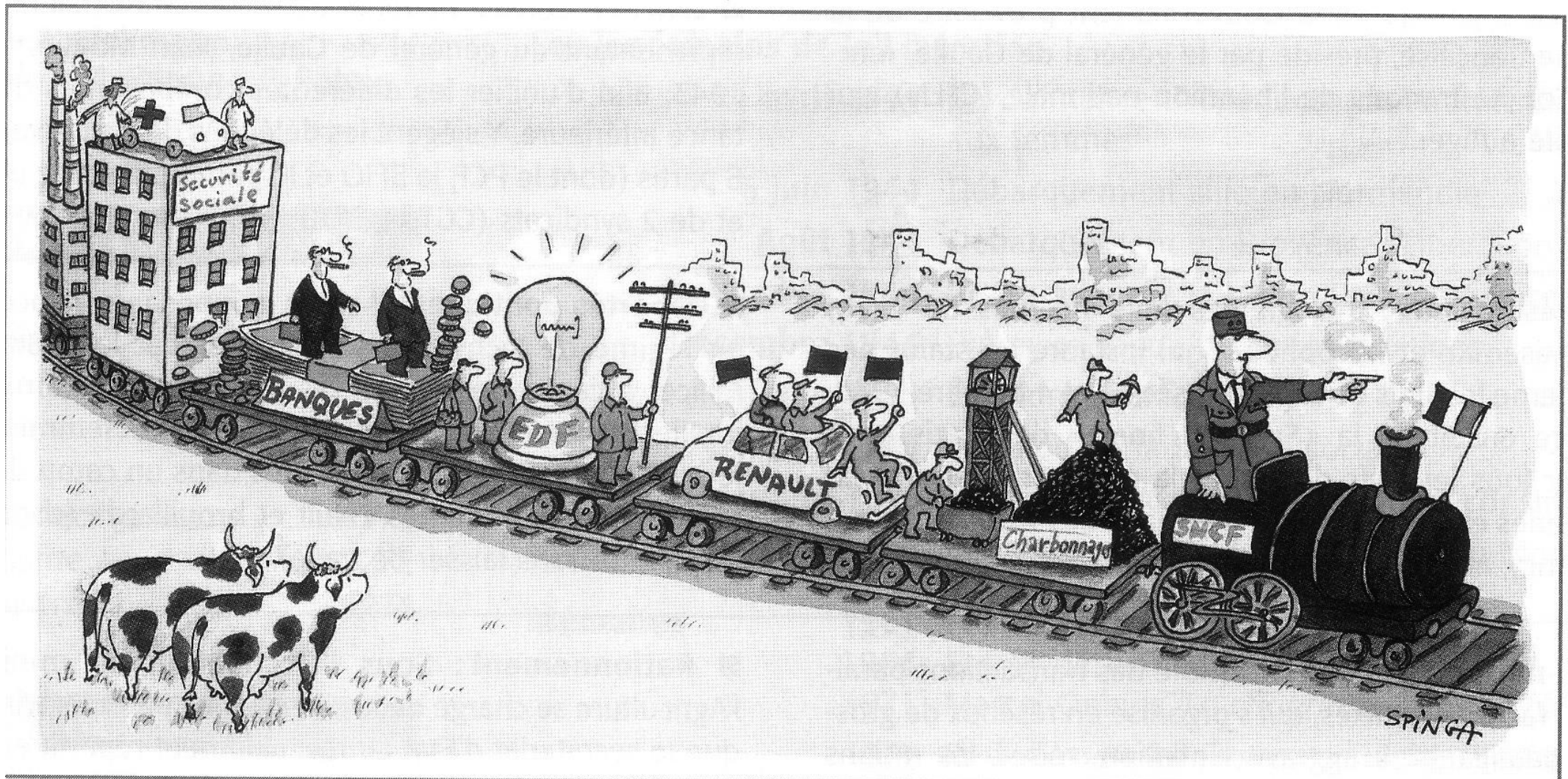


GOUVERNER LA FRANCE DEPUIS 1946



©René Goscinny et Albert Uderzo: *La Zizanie*, Dargaud éditeur, 1970

Un regard décalé sur les réformes de la Libération



Caricature de Spinga, parue dans *l'Histoire* (1994).

2019: moins ou plus d'État?



Manifestation des « gilets jaunes », Place de l'Étoile à Paris, Acte IX, 12 janvier 2019.

©Olivier Ortelpa



Manifestation pour la défense de l'HP et contre la réforme des retraites, Jeudi 14 novembre 2019

© Stéphane de Sakutin, AFP

Comment la pratique de l'État et du gouvernement de la France a-t-elle évolué depuis 1946?

I DE 1946 À 1968, UN ÉTAT QUI SE RENFORCE

A/ Refonder un régime républicain au lendemain de la Libération

1/ Liquider Vichy et restaurer la démocratie

2/ Protéger

3/ Reconstruire

B/ Gouverner

1/ « Gouverner, c'est choisir » (Pierre Mendès-France, 3 juin 1953)

2/ malgré la valse ministérielle et l'instabilité gouvernementale

C/ De 1958 à 1968 : Gouverner pour affirmer la grandeur de la France ?

1/ Changer de République (1858-1962)

2/ S'émanciper et affirmer l'indépendance nationale?

3/ Elargir les compétences de l'Etat et faire de la France un Etat moderne

II DEPUIS 1968 , UN ÉTAT REMIS EN CAUSE

A/ L'État en crises (1968-Fin des années 1980)

1/ Un cumul de difficultés

2/ Un État qui se transforme ?

3 / Un tournant : 1983-1986

B/ Un recul de l'Etat (1986-2015)

1/ La fin de l'État interventionniste ?

2/ Des domaines régaliens menacés?

C/ Un besoin d'Etat (2015-2020)

1/ Un modèle social d'Etat Providence qui demeure

2/Des attentats qui amènent à repenser le rôle de l'Etat:

3/ Une pandémie mondiale qui exige une action forte des pouvoirs publics

I DE 1946 À 1968, UN ÉTAT QUI SE RENFORCE

A/ Refonder un régime républicain au lendemain de la Libération

- 1/ Liquider Vichy et restaurer la démocratie
- 2/ Protéger
- 3/ Reconstruire

Le retour à la légalité

Epuration «légale »

- Dossiers instruits: 311 263
- Procès: 127 751
- Peines de mort exécutées: 767
- Peines de mort commuées: 2 086
- Travaux forcés: 13 339
- Peines de prison: 24 927
- Travaux forcés: 13339
- Dégradations nationales: 50 233



Sources: Henry Rousso et IHTP

Le vote des femmes: une révolution démocratique



**Elections municipales du 29
avril 1945**

©Albert Harlingue/ Roger-Viollet

- **Préambule de la Constitution de la IVème République (27 octobre 1946). Extrait**

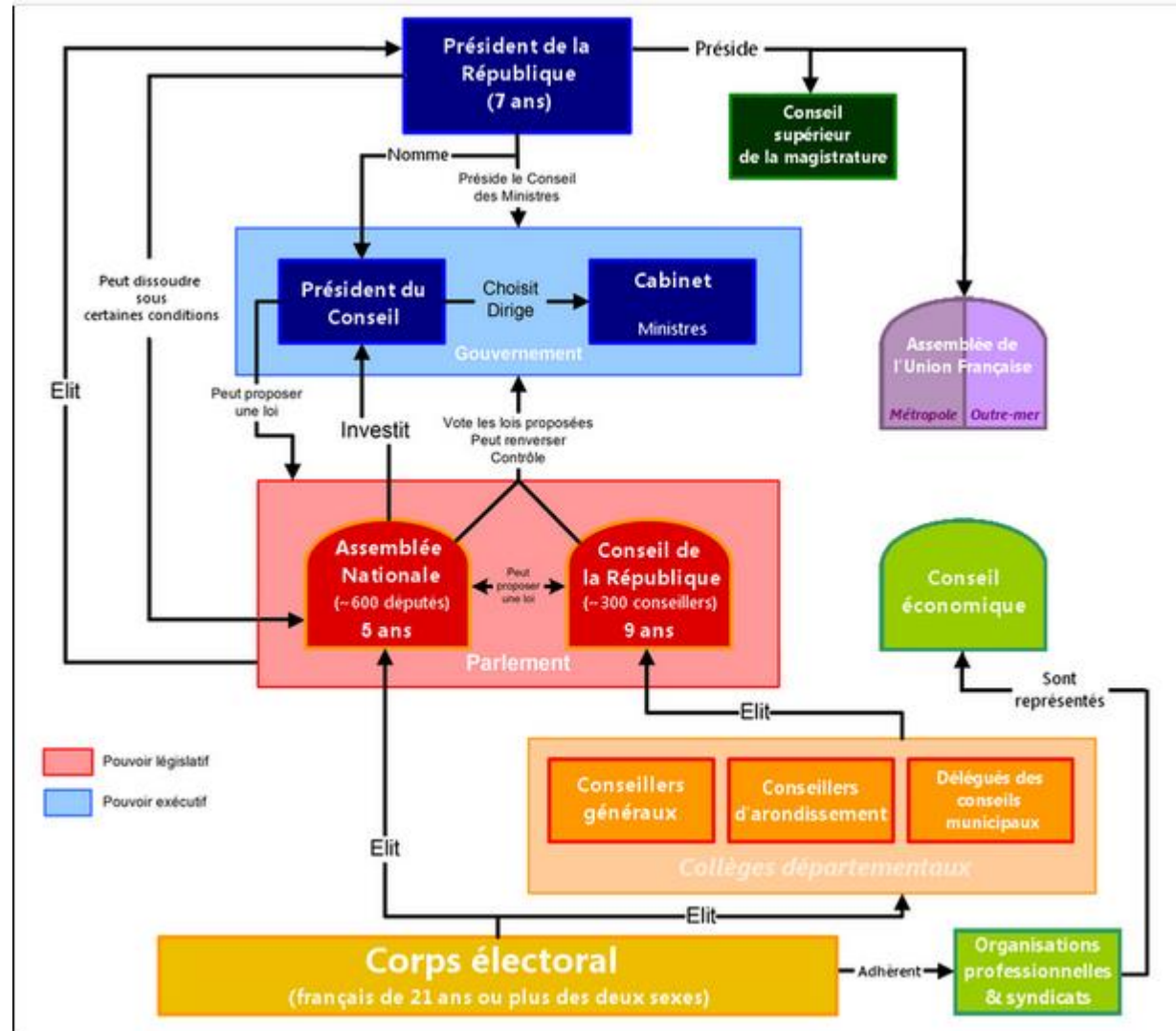
La loi garantit à la femme, dans tous les domaines, des droits égaux à ceux de l'homme

Le retour du débat politique

- Discours de Bayeux du 16 juin 1946 (Extrait)
- C'est donc du chef de l'État, placé au-dessus des partis, élu par un collège qui englobe le Parlement mais beaucoup plus large et composé de manière à faire de lui le Président de l'Union française en même temps que celui de la République, que doit procéder le pouvoir exécutif. Au chef de l'État la charge d'accorder l'intérêt général quant au choix des hommes avec l'orientation qui se dégage du Parlement. A lui la mission de nommer les ministres et, d'abord, bien entendu, le Premier, qui devra diriger la politique et le travail du gouvernement. Au chef de l'État la fonction de promulguer les lois et de prendre les décrets, car c'est envers l'État tout entier que ceux-ci et celles-là engagent les citoyens. A lui la tâche de présider les Conseils du gouvernement et d'y exercer cette influence de la continuité dont une nation ne se passe pas. A lui l'attribution de servir d'arbitre au-dessus des contingences politiques, soit normalement par le conseil, soit, dans les moments de grave confusion, en invitant le pays à faire connaître par des élections sa décision souveraine. A lui, s'il devait arriver que la patrie fût en péril, le devoir d'être le garant de l'indépendance nationale et des traités conclus par la France.
- Source: www.charles-de-gaulle.org

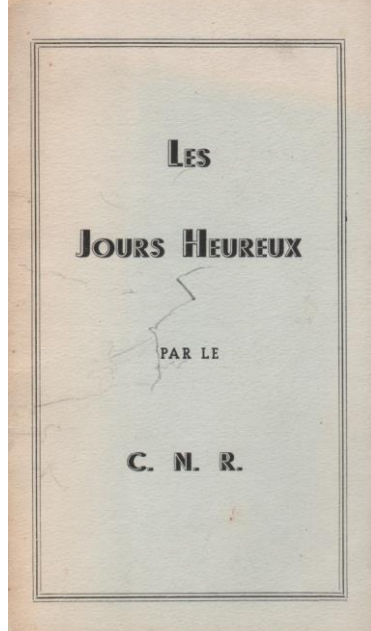


Un régime parlementaire

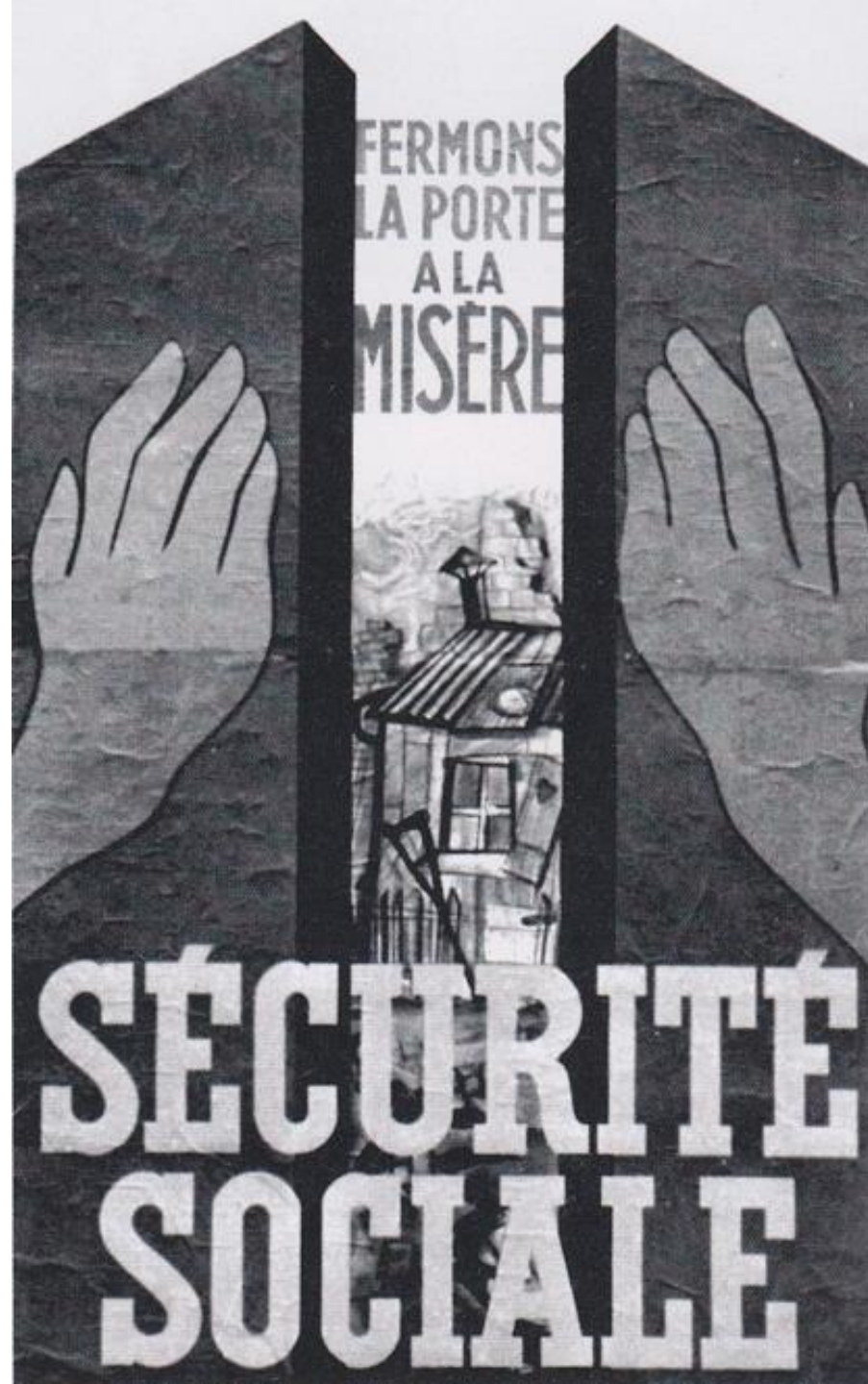


Des droits de l'homme affirmés et élargis

- Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi [...]
- Tout homme peut défendre ses droits et ses intérêts par l'action syndicale et adhérer au syndicat de son choix.[...]
- La Nation assure à l'individu et à sa famille les conditions nécessaires à leur développement.
- Elle garantit à tous notamment à l'enfant, à la mère et aux vieux travailleurs, la protection de la santé, la sécurité matérielle, le repos et les loisirs. Tout être humain qui, en raison de son âge, de son état physique ou mental, de la situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler, a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence. [...]
- La Nation proclame la solidarité et l'égalité de tous les Français devant les charges qui résultent des calamités nationales [...]
- La Nation garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture. L'organisation de l'enseignement public gratuit et laïque à tous les degrés incombe à l'Etat.



15 Mars 1944



Système de protection sociale dont les attributions vont aller en s'élargissant, la Sécurité sociale protège les Français des risques liés à la maladie et aux accidents; elle finance les retraites et protège les familles. Son financement est assuré par les cotisations des employeurs, des salariés actifs et à partir de 1990 par un impôt nouveau: la CSG.



- « .. Modernisation et reconstruction doivent être poursuivies simultanément. [...] Il faudra une volonté ferme des pouvoirs publics pour faire comprendre à la nation que le mal essentiel dont souffre l'économie française est le caractère archaïque d'une grande partie de nos méthodes de production. [...] Il est nécessaire d'aller vite. Sinon nous risquons de voir l'économie française se cristalliser à un niveau de médiocrité contraire à l'ensemble de la nation. [...] La méthode de travail proposée associe dans chaque secteur l'administration responsable, les experts les plus qualifiés, les représentants des syndicats professionnels (ouvriers, cadres, patrons). »
- Cité par Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre, t3, le Salut, 1944-1946*, Paris, Plon 1970

13 632 civils normands
tués lors des
bombardements de
Juin 1944 en
Normandie

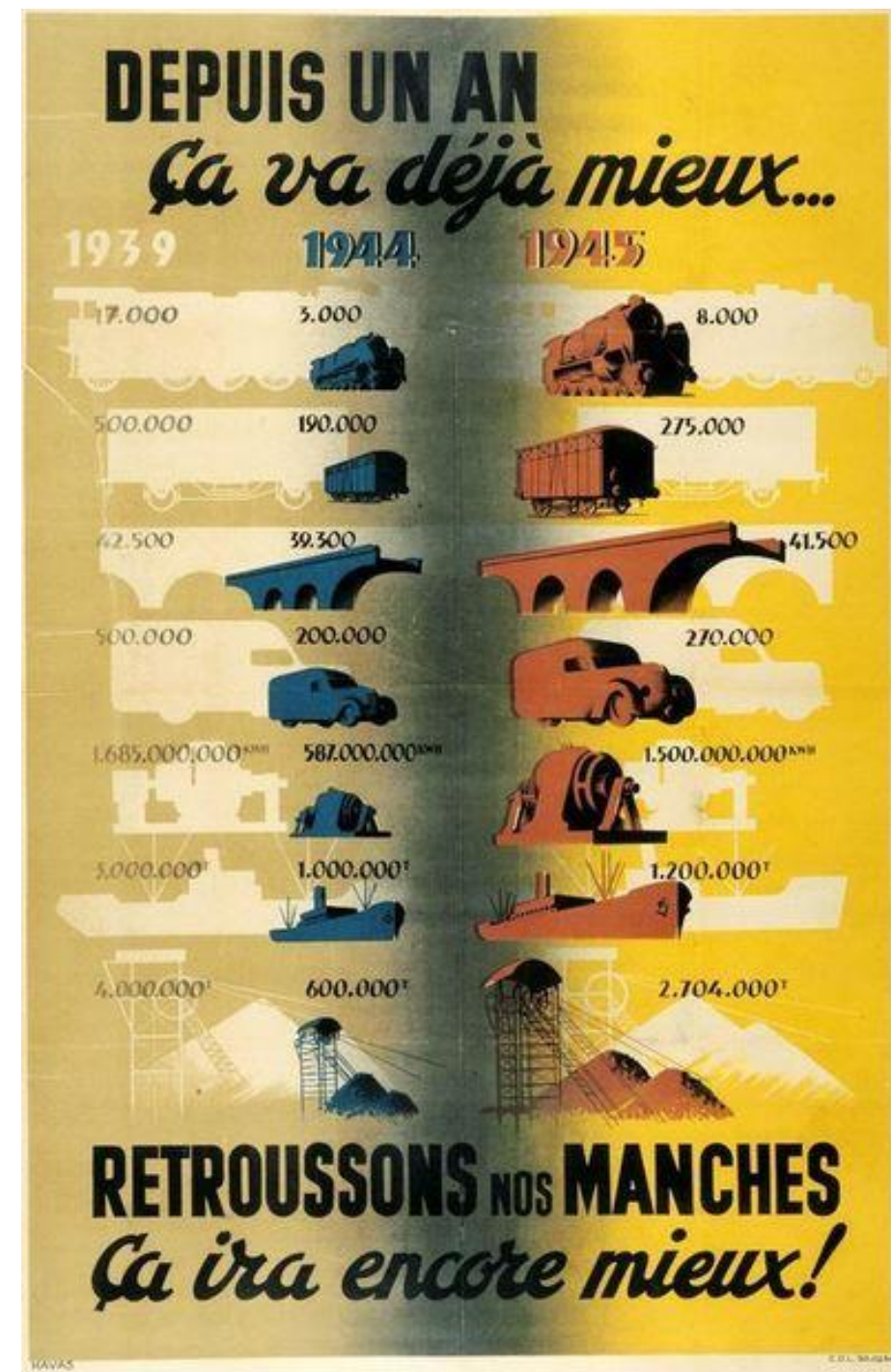
St Lô: « Capitale des
ruines ». Sur 12 000
habitants, seuls 3 000
sont venus se
réinstaller dans des
abris de fortune fin
1944.

Saint-Lô
©National Archives
USA





Emprunt d'Etat pour la reconstruction, 1946



Nationalisation: opération de transfert à l'Etat d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises.



I DE 1946 À 1968, UN ÉTAT QUI SE RENFORCE

B/ Gouverner

1/ « Gouverner, c'est choisir » (Pierre Mendès-France, 3 juin 1953)

2/ malgré la valse ministérielle et l'instabilité gouvernementale

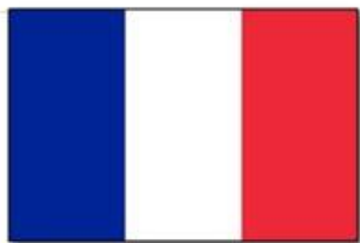


Bundesarchiv, Bild 183-27106-0001
Foto: o. Ang. | 20. Oktober 1954

Conférence sur le réarmement de l'Allemagne dans les locaux de l'Otan le 20/10/1954

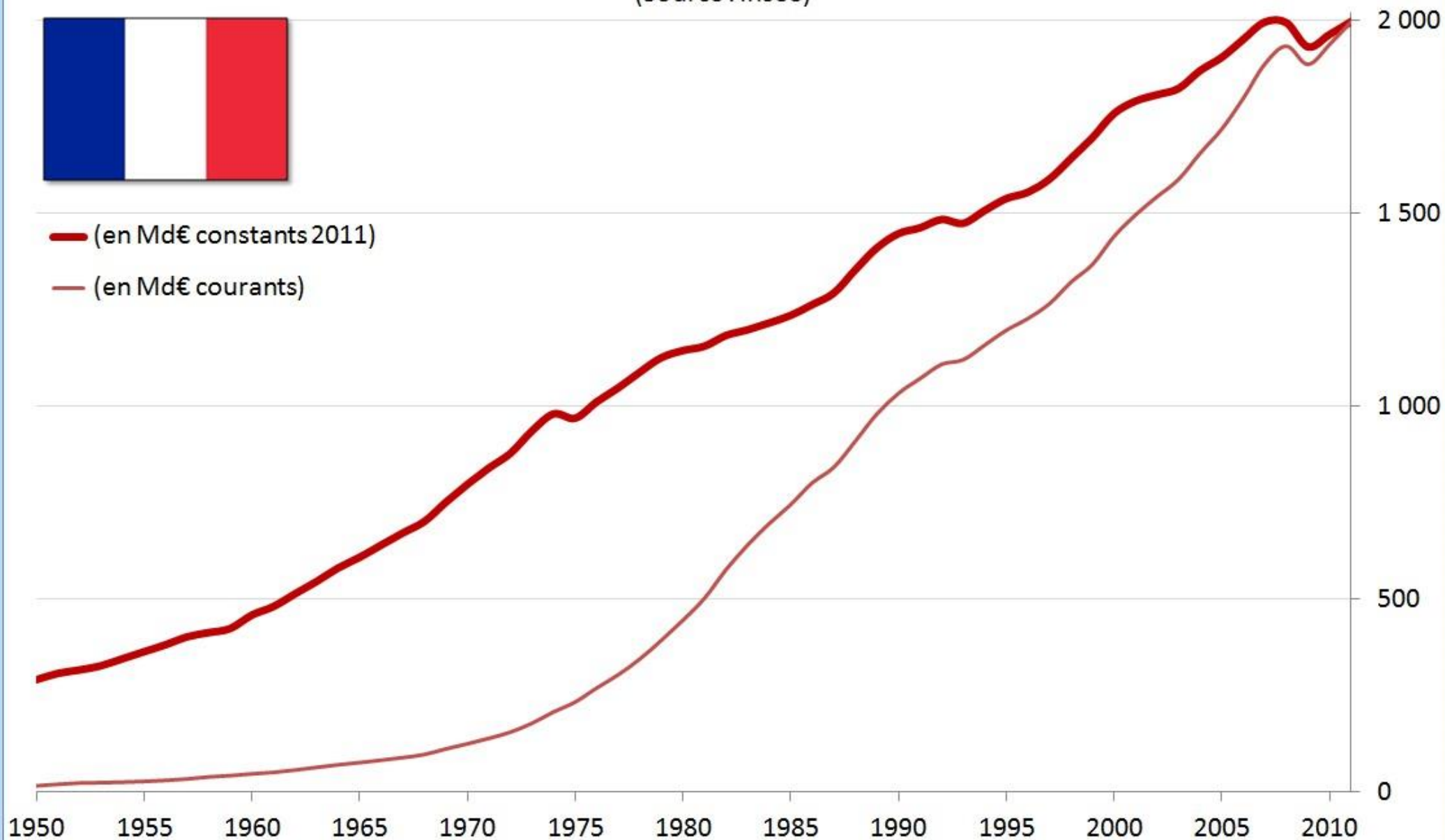
Évolution du PIB de la France, 1950-2011

(Source : Insee)



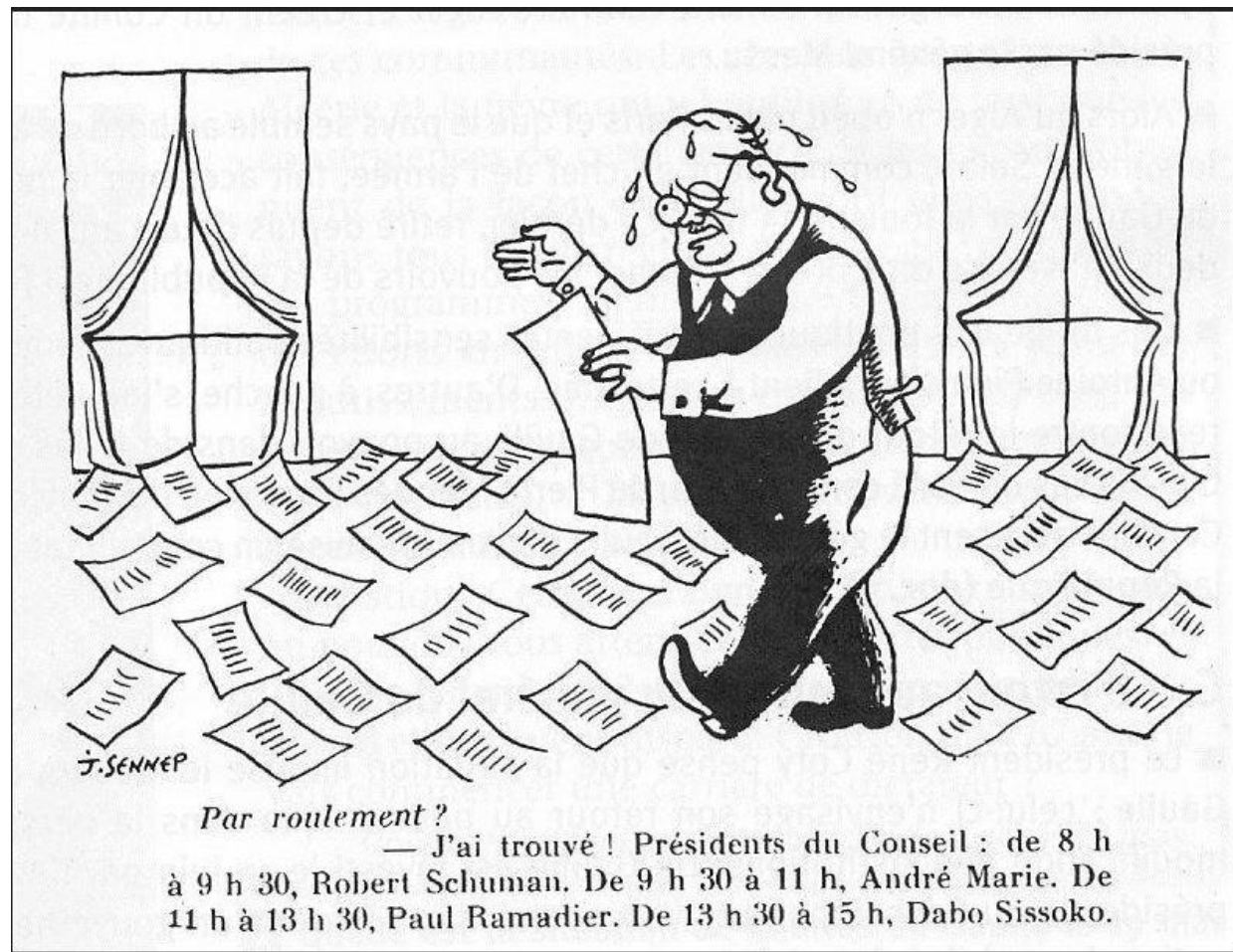
— (en Md€ constants 2011)

— (en Md€ courants)



Gouverner de 1947 à 1958: une mission impossible?

Gauche	Centre	Droite
18 décembre 1946 au 16 janvier 1947	Léon Blum (SFIO)	8 mars 1952 au 23 décembre 1952
22 janvier 1947 au 19 novembre 1947	Paul Ramadier (SFIO)	8 janvier 1953 au 21 mai 1953
24 novembre 1947 au 19 juillet 1948	Robert Schuman (MRP)	28 juin 1953 au 12 juin 1954
26 juillet 1948 au 28 août 1948	André Marie (radical)	19 juin 1954 au 5 février 1956
5 septembre 1948 au 7 septembre 1948	Robert Schuman (MRP)	23 février 1955 au 23 janvier 1956
11 septembre 1948 au 6 octobre 1949	Henri Queuille (radical)	2 février 1956 au 21 mai 1957
28 octobre 1948 au 24 juin 1950	Georges Bidault (MRP)	13 juin 1957 au 30 septembre 1957
3 juillet 1950 au 4 juillet 1950	Henri Queuille (radical)	6 novembre 1957 au 18 avril 1958
13 juillet 1950 au 28 février 1951	René Pleven (UDSR)	13 mai 1958 au 28 mai 1958
10 mars 1951 au 11 juillet 1951	Henri Queuille (radical)	1 ^{er} juin 1958
11 août 1951 au 7 janvier 1952	René Pleven (UDSR)	
20 janvier 1952 au 28 février 1952	Edgar Faure (radical)	
		Antoine Pinay (droite)
		René Mayer (radical)
		Joseph Laniel (droite)
		Pierre Mendès France (radical de gauche)
		Edgar Faure (radical)
		Guy Mollet (SFIO)
		Maurice Bourgès-Maunoury (radical)
		Félix Gaillard (radical)
		Pierre Pflimlin (MRP)
		Charles de Gaulle



Caricature de Sennepe, Le Figaro, 9 septembre 1948

I DE 1946 À 1968, UN ÉTAT QUI SE RENFORCE

C/ De 1958 à 1968 : Gouverner pour affirmer la grandeur de la France ?

1/ Changer de République (1958-1962)

2/ S'émanciper et affirmer l'indépendance

nationale?

3/ Elargir les compétences de l'Etat et faire de la France un Etat moderne



LA Vème

RÉPUBLIQUE

ina.fr



Jean-Marie Marcel, Portrait officiel du Président de la République Charles de Gaulle , 8 Janvier 1959



Bain de foule
©AFP Archives



■ EXPLIQUER :

- I - Les raisons de notre arrêt
- II - Retrancher ces raisons
- III - Poursuivre notre route

■ ETES-VOUS :

- a) de simples passants ?
- b) animés de sentiments amicaux ?
- c) des bandits ?



Ferri et Conrad, *Astérix et la Transitalique*, 2017

Gocinny et Uderzo, *Astérix et le chaudron*, 1969



« Enfin, la France était gouvernée ... »

Gocinny et Uderzo, *Le cadeau de César*, 1974

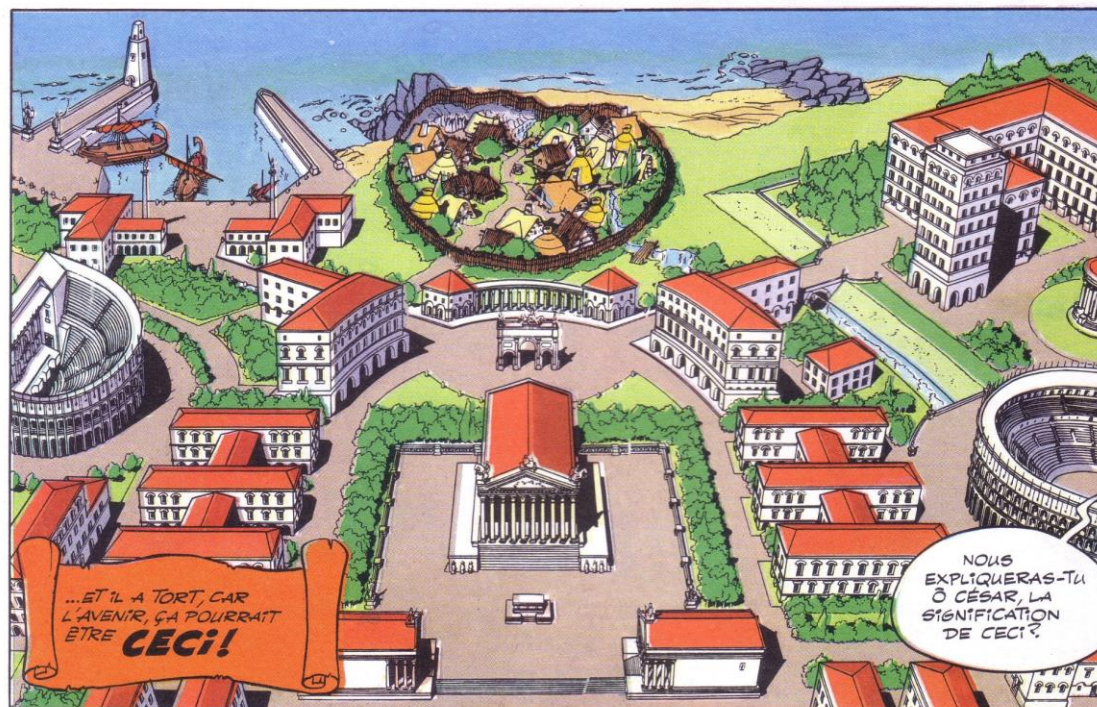
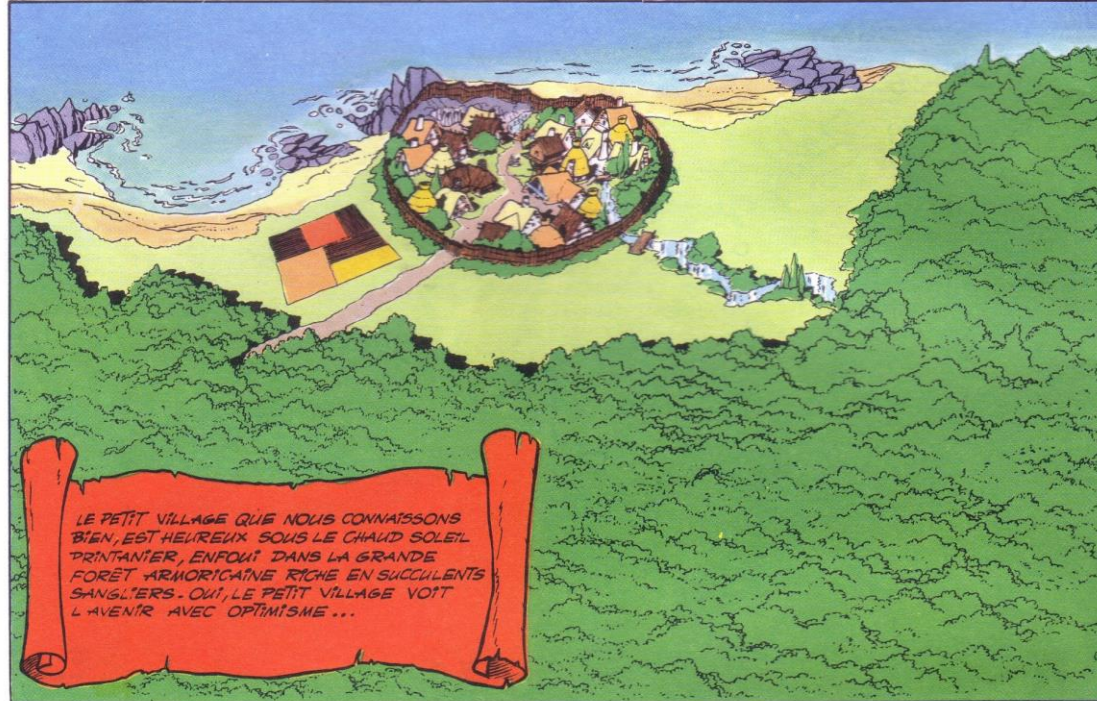


Le 27 décembre 1960, près de Reggane, dans le Sud algérien, l'opération Gerboise rouge est le troisième essai nucléaire aérien réalisé par la France.

© Archives AFP



Construction de la Tour Fenestrel à la Grande Motte ©Bob Ter Schophors/ OT La Grande Motte



Goscinny et Uderzo: Le
Domaine des dieux,
Dargaud, 1971

Un exemple de document possible pour une ECD

**Un bilan de l'action de l'État sous la présidence de Charles de Gaulle
(Charles de Gaulle, *Mémoires d'espoir*, t. II, Paris, 1970)**

II DEPUIS 1968 , UN ÉTAT REMIS EN CAUSE

A/ L'État en crises (1968-Fin des années 1980)

1/ Un cumul de difficultés

2/ Un État qui se transforme ?

3 / Un tournant : 1983-1986

**Un mode de gouvernement
contesté par la jeunesse et
remis en cause par la Société**

©Fondation Gilles Caron -
Courtesy School Gallery / Olivier
Castaing

6 Mai 1968/ Daniel
Cohn Bendit à la
Sorbonne





Henri Cartier Bresson, Mai 68, ©

1945:RDF

1949: RTF

1964: ORTF

**TV : 5% des ménages en
1958 62% en 1968**

BNF, Exposition

« *Esprit(s) de 68* »

© Droits réservés





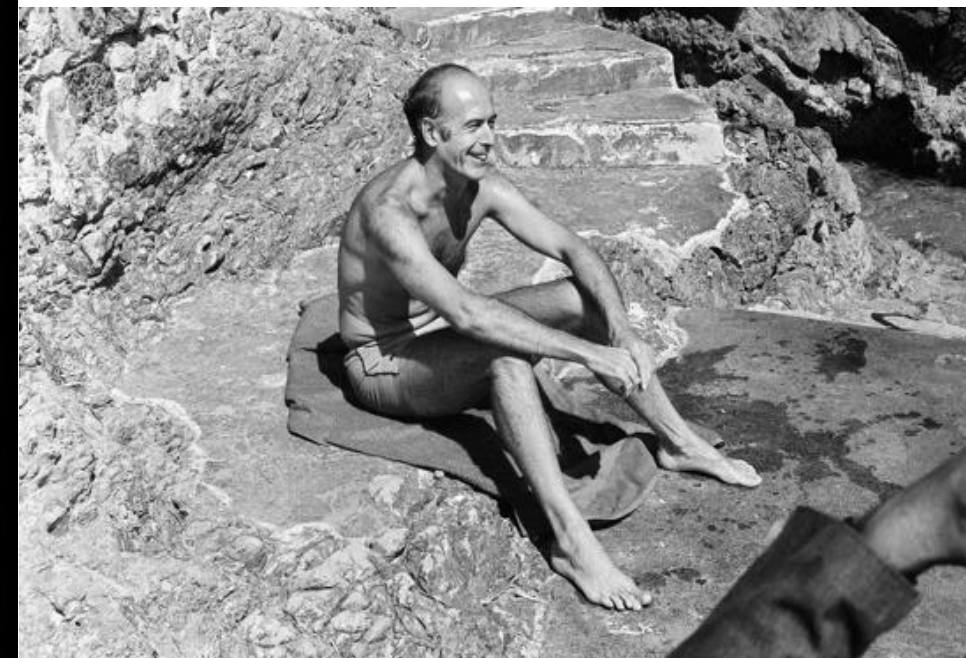
Gosciny et Uderzo, *Le domaine des dieux*, 1971

Un regard décalé sur les accords de Grenelle, 25-287 Mai 68, actés dans la Loi du 27dembre 1968



Jacques-Henri Lartigue, 1974

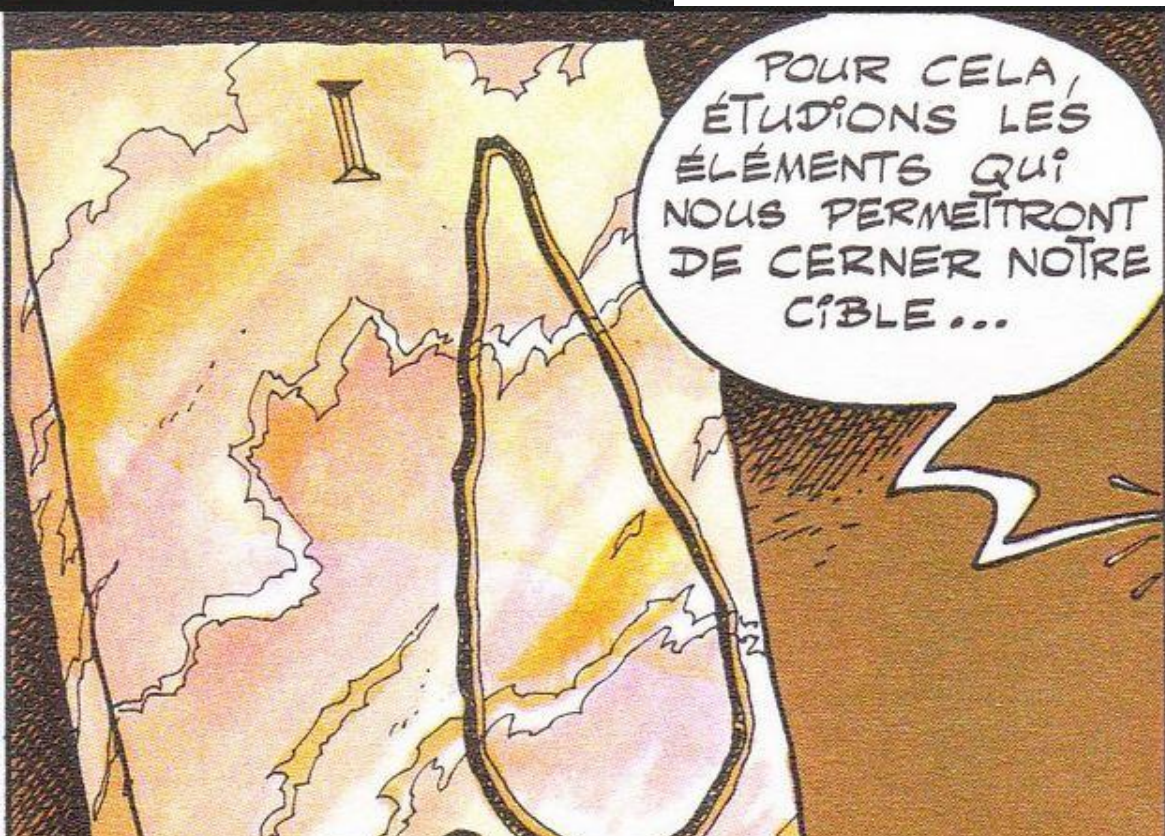
Valéry Giscard D'Estaing, président de la République: 1974-1981



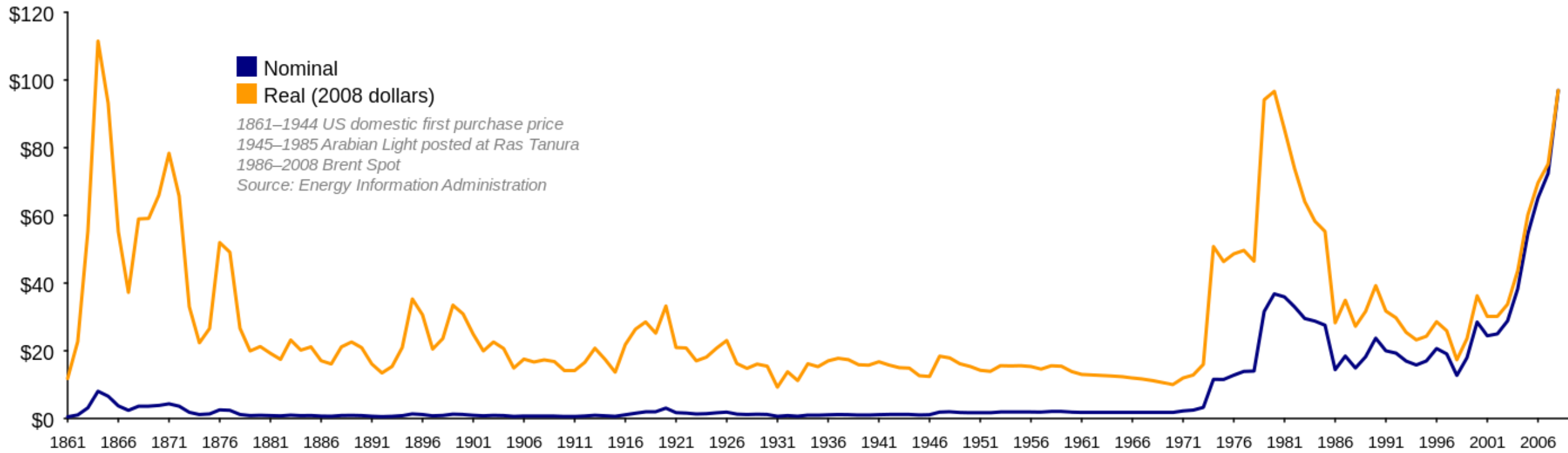
Simone Veil, ministre de la santé, défend la légalisation de l'IVG devant l'Assemblée, le 26 novembre 1974



Un regard critique sur L'ENA et la nouvelle classe dirigeante
Goscinny et Uderzo: *Obélix et Compagnie*, Dargaud, 1976



La fin de l'énergie bon marché

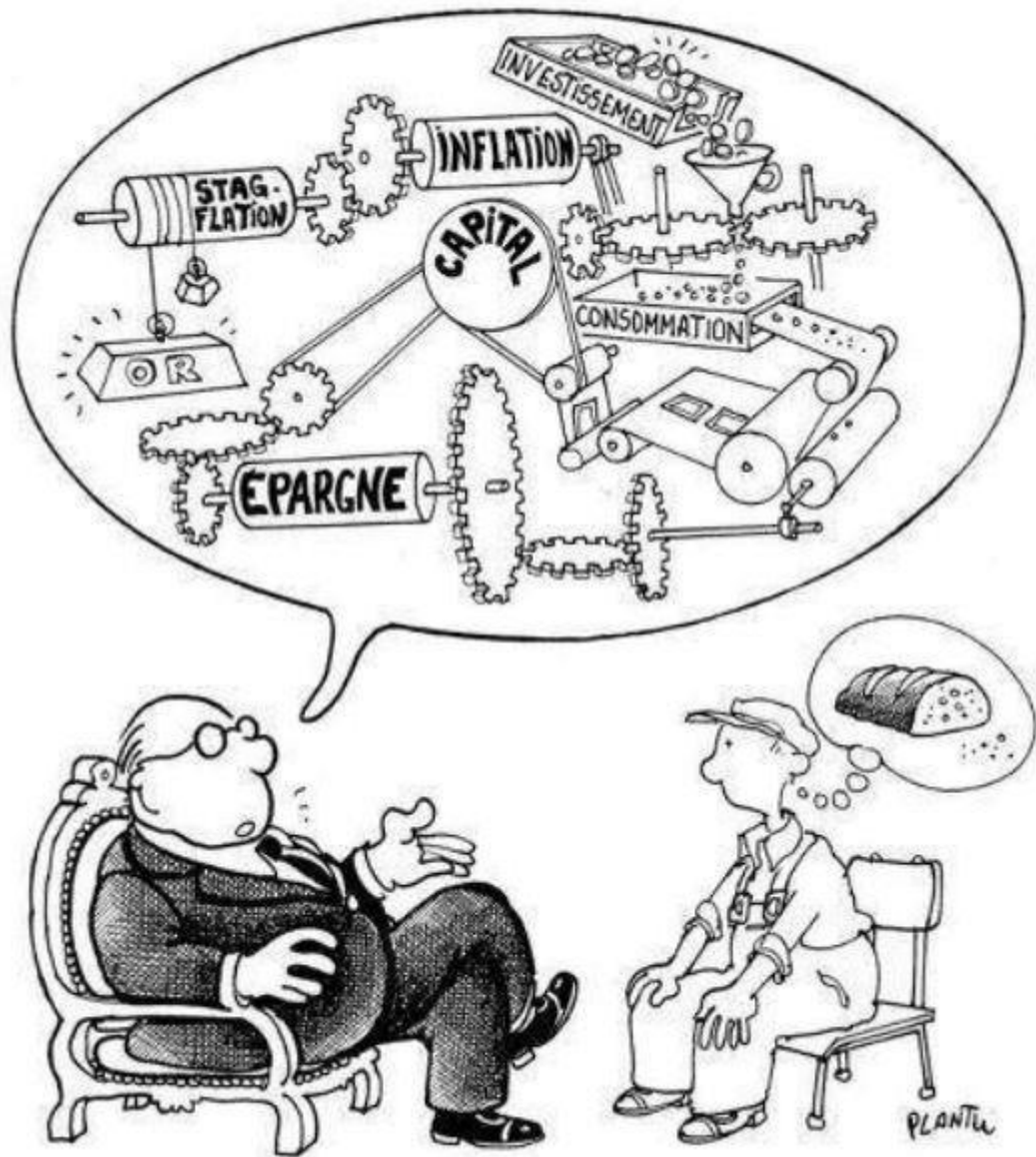


II DEPUIS 1968 , UN ÉTAT REMIS EN CAUSE

B/ Un recul de l'Etat (1986-2015)

1/ La fin de l'État interventionniste ?

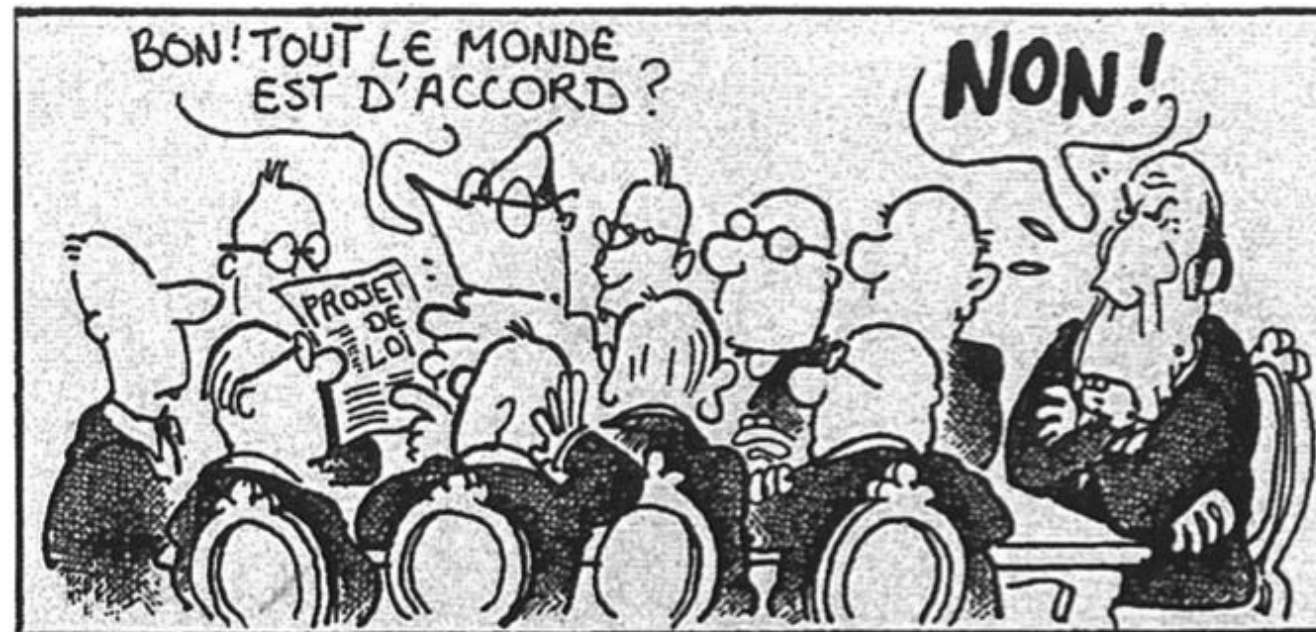
2/ Des domaines régaliens menacés?



Plantu, *Le Monde*



COHABITATION



Plantu, *Le Monde*
21 novembre 1986

Privatisation de
Matra, 1987-1989



1985:
Ouverture
d'un des
premiers
restaurants du
cœur à
Genevilliers

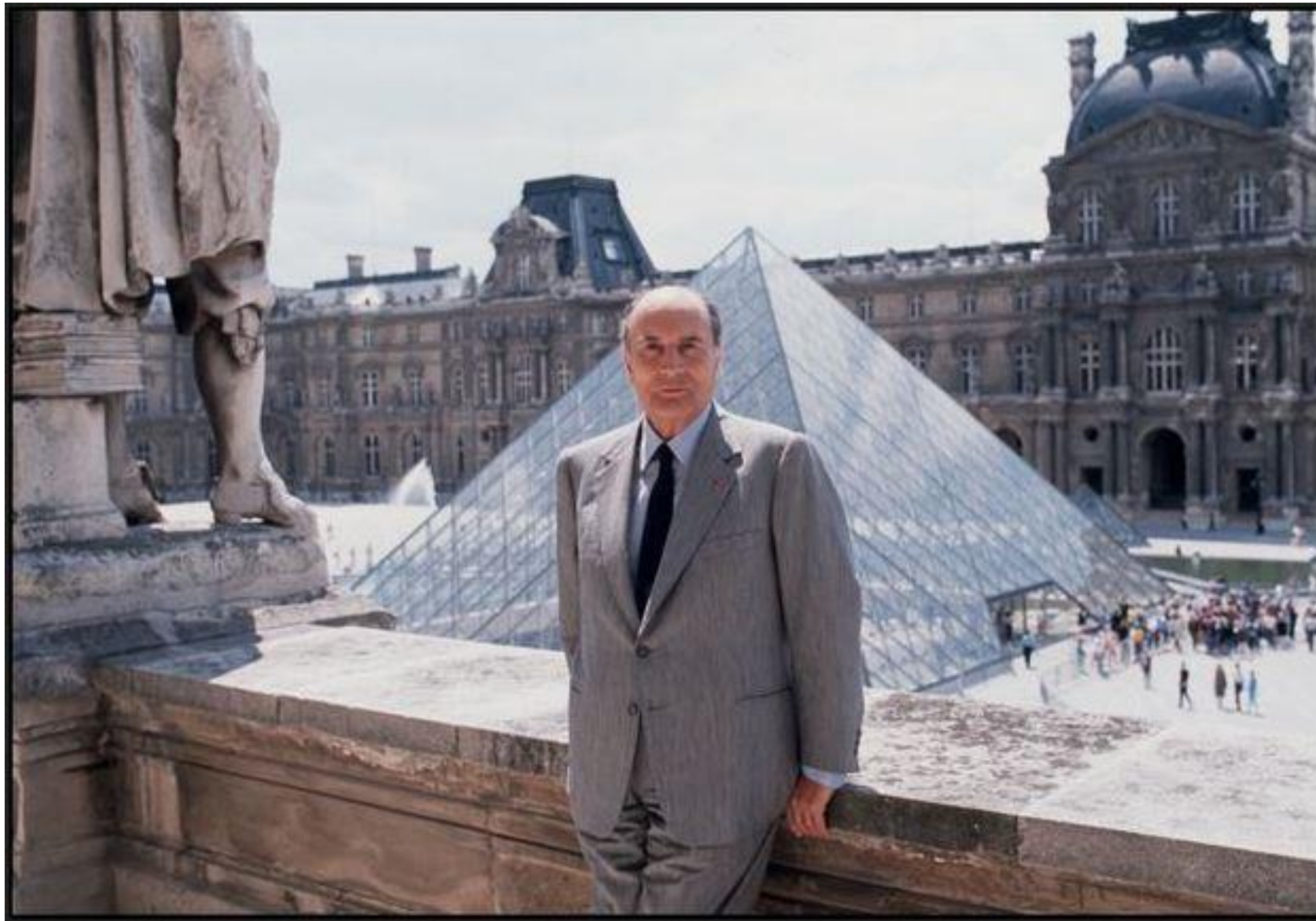
©







François
Mitterrand
devant la
pyramide
du Louvre,
28 Juin
1989
©Williams
Stevens/
Gamma-
Rapho





14 février 2003: Discours de Dominique de Villepin au Conseil de Sécurité contre l'intervention de la France en Irak

II DEPUIS 1968 , UN ÉTAT REMIS EN CAUSE

C/ Un besoin d'Etat réaffirmé(2013-2020) ?

1/ Un modèle social d'Etat qui demeure

2/Des attentats qui amènent à repenser le

rôle de l'Etat:

3/ Une pandémie mondiale qui exige une action forte des pouvoirs publics

**Loi du 27 avril
2013 pourtant
sur le mariage
pour tous**



Manifestation du 27 janvier 2013, © AFP/KenzoTribouillard

149 « Féminicides dénombrés en France en 2019

PLUS ECOUTÉES
MORTES QUE
VIVANTES

© AFP / Amaury Cornu / Hans Lucas





Manifestation du 11 janvier 2015 à Paris après les attentats contre *Charlie Hebdo* du 7 Janvier 2015

© AFP/ Kenzo Tribouillard



©Olévy





Allocution
du 16
mars 2020
©Elysee.fr

*Une ECD pour finir..
2 conceptions du gouvernement
de la France*

1967-1986